



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 136 – 2nd trimestre 2008

SOMMAIRE

<i>Methodologie</i>	4
<i>1. Synthèse</i>	6
<i>2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit</i>	10
<i>3. Les actifs financiers de la clientèle non financière</i>	11
<i>Les placements des ménages</i>	12
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	13
<i>4. Les passifs financiers de la clientèle non financière</i>	14
4.1 <i>Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	14
<i>L'endettement des ménages</i>	15
<i>L'endettement des entreprises</i>	16
4.2 <i>Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	17
<i>5. Risques sectoriels</i>	18
<i>6. Rappel des taux</i>	20
6.1 <i>Taux réglementés</i>	20
6.2 <i>Principaux taux de marché</i>	20
6.3 <i>Taux de l'usure</i>	20
<i>7. Monnaie fiduciaire</i>	21
7.1 <i>Emission mensuelle de billets euros</i>	21
7.2 <i>Emission mensuelle de pièces euros</i>	21

MÉTHODOLOGIE

1. Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'Iedom auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (6 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 14 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

2. Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des établissements extérieurs.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées, les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3. Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des EC.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des Dépôts et Consignations, l'Agence Française de Développement, Dexia-Crédit Local de France, le Crédit foncier de France, la Caisse d'Aide sociale de l'Education nationale (CASDEN-Banque Populaire) et la Banque Européenne d'Investissement.

Les entrepreneurs individuels sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) et les autres catégories de crédit des « EI » ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

4. Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit. Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'IEDOM sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

1. SYNTHÈSE

1. Evolution conjoncturelle

La conjoncture financière internationale est restée tendue au second trimestre 2008. De grands établissements bancaires ont annoncé de nouvelles dépréciations d'actifs qui ont contraint certains d'entre eux à lancer d'importantes recapitalisations pour maintenir leur solvabilité. La poursuite de la crise financière a poussé les autorités américaines à soutenir des établissements en difficulté, notamment les deux organismes spécialisés dans le refinancement hypothécaire, par la définition mi-juillet d'un plan de redressement qui autorise notamment le Trésor américain, jusqu'à la fin 2009, à acheter des actions de ces deux sociétés ou à accroître leurs lignes de crédit.

Parallèlement, la Réserve Fédérale américaine (FED) a maintenu à 2 % son principal taux directeur depuis la dernière baisse intervenue le 30 avril 2008, mettant ainsi fin au moins provisoirement à un cycle de baisse initié en septembre 2007. La Banque Centrale Européenne a, de son côté, relevé ses taux directeurs de 25 points de base le 3 juillet 2008, pour lutter contre des pressions inflationnistes inédites depuis plus de quinze ans et des risques accrus sur la stabilité des prix à moyen terme.

En effet, le cours du pétrole, tiré par la demande des pays émergents, a atteint son plus haut niveau mi juillet à 147 \$ le baril, soit une progression de près de 50 % depuis le début de l'année 2008, et les matières premières alimentaires ont suivi la même tendance. Cette hausse du pétrole s'est intégralement répercutée sur les prix à la consommation en Europe, dans la mesure où l'euro a cessé de s'apprécier face au dollar pour se stabiliser autour de 1,58 \$.

1.1 Les actifs financiers

Au 30 juin 2008, l'encours global des actifs financiers recensés à Mayotte s'élève à 303,3 millions d'euros, en hausse de 5,8 % en glissement annuel (contre - 8,3 % l'année précédente). Cette augmentation est imputable aux actifs détenus par les ménages (+ 13,1 %).

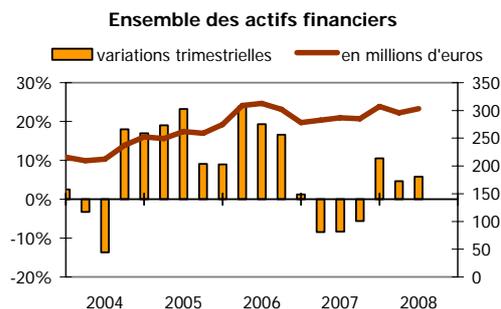
Les actifs financiers sont composés à 49,2 % de dépôts à vue, à 37,6 % de placements liquides ou à court terme et 13,2 % d'épargne à long terme.

Dans le détail, l'épargne à long terme a progressé de 9,5 % en glissement annuel et les dépôts à vue de + 7,9 %.

Quant aux **placements liquides ou à court terme**¹, ils n'ont enregistré qu'une légère augmentation sur les douze derniers mois (soit + 2,0 %). Ils s'établissent à 114,0 millions d'euros (soit un gain de 2,2 millions en un an).

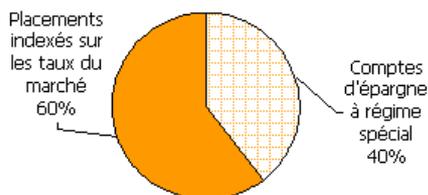
Cette tendance est liée à l'évolution des placements indexés sur les taux du marché (- 1,5 % en glissement annuel, soit une perte de 1,0 million d'euros en un an), qui représentent 60,5 % du total des placements liquides ou à court terme.

Au 30 juin 2008, l'encours d'épargne à long terme s'élève à 40,0 millions d'euros, en hausse de 9,5 % sur un an (soit 3,5 millions d'euros supplémentaires).

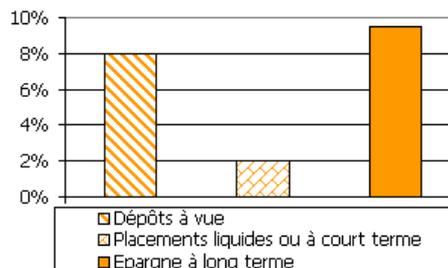


¹ Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (notamment : livrets ordinaires, livrets d'épargne populaire, comptes d'épargne logement, CODEVI) et les produits indexés sur le taux du marché monétaire (notamment : comptes créditeurs à terme, OPCVM monétaires).

Structure des placements liquides ou à court terme



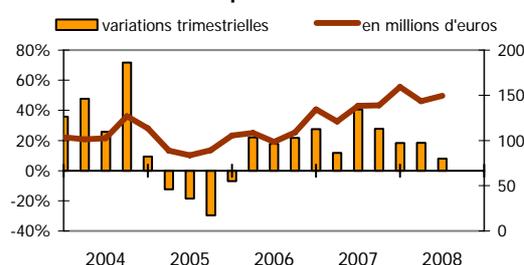
Variations en glissement annuel - 2ème trim. 08



L'épargne à long terme des ménages, qui représente les deux tiers du total de l'épargne, enregistre une hausse de 14,9 % en un an (soit + 3,4 millions d'euros). L'épargne à long terme des autres agents (33,2 % de l'épargne total), qui s'élève à 13,3 millions d'euros, n'a connu quant à elle aucune évolution significative depuis mars 2006.

L'encours des dépôts à vue atteint 149,4 millions d'euros, en hausse de 7,9 % sur un an (soit + 11,0 millions d'euros) contre + 40,5 % l'année précédente. Cette nouvelle progression, certes plus modérée, concerne tant les sociétés (+ 16,9 % sur un an ; soit + 8,6 millions d'euros en un an) que les ménages (+ 10,5 %, soit + 5,4 millions d'euros). Par contre, les « autres agents » ont vu leurs dépôts à vue se contracter de 8,7 %.

Dépôt à vue

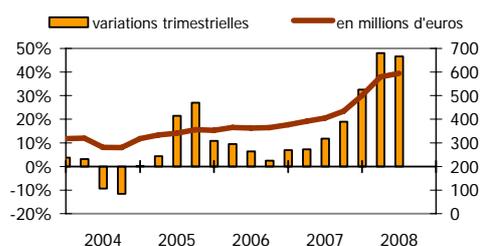


1.2 Les passifs financiers

Le total des passifs financiers distribués par les établissements de crédit (toutes zones confondues) s'inscrit en forte hausse au 30 juin 2008. En effet, l'encours global de crédit atteint 613,9 millions d'euros, en progression de + 34,5 % en glissement annuel après + 12,2 % l'année antérieure.

Les créances douteuses brutes ont fortement diminué sur les douze derniers mois (- 61,7 % sur un an ; soit 31,4 millions d'euros en moins). Le taux de créances douteuses s'élève désormais à 3,2 % (contre 8,3 % un an auparavant). Le reclassement en encours sains des crédits portant sur certaines contreparties explique en effet que les créances douteuses brutes se soient allégées de près de 30 millions d'euros depuis un an.

Encours de crédit sain des EC



Les entreprises, principales bénéficiaires des concours octroyés dans la Collectivité (40,3 % du total), affichent une augmentation importante à fin juin 2008 (+ 43,1 % ; soit 74,5 millions d'euros supplémentaires en un an). Cette progression s'est réalisée principalement au quatrième trimestre 2007 (+ 19,5 % entre septembre et décembre 2007 contre + 10,0 % le trimestre suivant) et s'explique en partie par le reclassement de créances douteuses en encours sains (notamment en crédits à l'équipement et crédits immobiliers).

L'encours total en faveur des ménages a également progressé sur un an (+ 27,8 % en glissement annuel, après + 16,3 % l'année antérieure) et atteint 183,0 millions d'euros. Le marché du financement de l'habitat pour les ménages, qui s'élève à 81,0 millions d'euros, est en pleine expansion avec une variation de + 30,2 % en glissement annuel, après + 19,5 % à fin juin 2007. Les crédits à la consommation suivent la même tendance puisqu'ils ont progressé de + 26,1 % en un an.

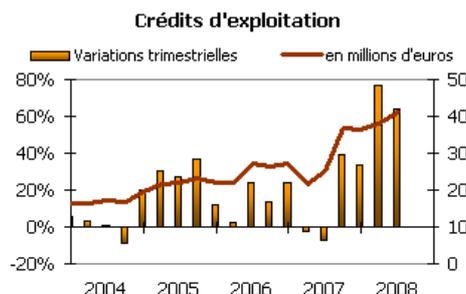
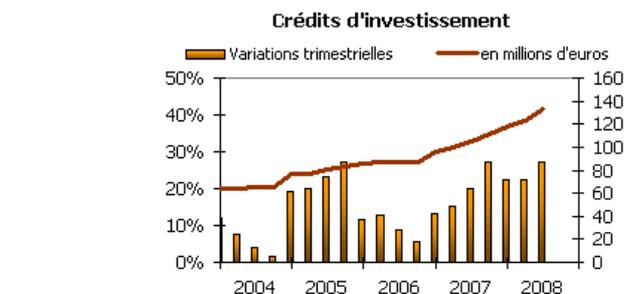
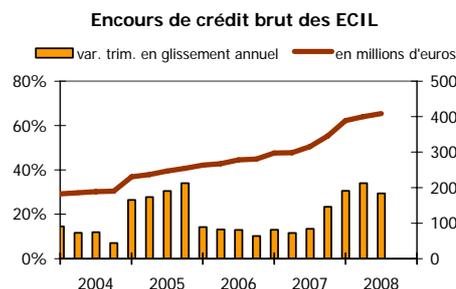
L'encours aux collectivités locales, qui s'élève à 120,38 millions d'euros, enregistre une hausse encore de plus forte, de 75,3 % sur un an (soit un gain de 51,7 millions d'euros).

L'encours global de crédits consentis par les établissements de crédit installés localement (ECIL) s'établit à 408,6 millions d'euros (+ 29,4 % en glissement annuel, après + 13,4 % l'année précédente).

L'encours sain progresse au même rythme que l'encours total. En outre, il convient de préciser que le taux de créances douteuses brutes des ECIL s'est stabilisé à 4,6 % sur un an, soit à un niveau modéré.

Les entreprises, qui représentent 46,7 % du total des encours, sont les principaux débiteurs des établissements de crédit locaux ; leurs encours totaux s'étant accrus de 32,7 % en un an, pour atteindre 190,9 millions d'euros.

Composés à 91,5 % de crédits à l'équipement et à 6,0 % seulement de crédit-bail, les crédits d'investissement affichent une progression en glissement annuel de 27,2 %, pour s'établir à 133,4 millions d'euros à fin juin 2008.

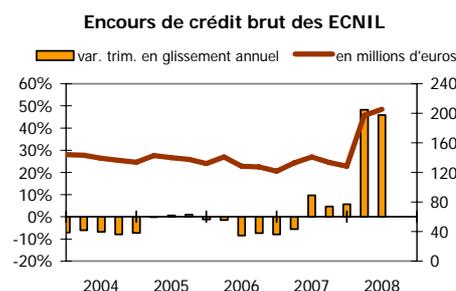


Par ailleurs, les crédits d'exploitation des entreprises (constitués à 46,1 % de comptes ordinaires débiteurs et à 43,2 % de crédits de trésorerie) enregistrent une forte hausse de 63,8 %. Enfin, les crédits immobiliers des entreprises, qui ont progressé de 24,2 %, s'élèvent désormais à 16,4 millions d'euros.

Après les entreprises, les ménages constituent les deuxièmes débiteurs des établissements de crédit locaux (44,8 % du total). A fin juin 2008, les crédits accordés aux ménages, qui s'élèvent à 183,0 millions d'euros, s'inscrivent en hausse de 27,8 % sur un an (soit 39,8 millions d'euros supplémentaires).

Cette augmentation est en partie imputable aux crédits les plus souscrits par la clientèle des particuliers des ECIL, à savoir les crédits à la consommation (+ 26,1 % ; soit 21,1 millions d'euros supplémentaires en un an). Par ailleurs, le marché du financement de l'habitat est également en plein essor, avec une variation de + 30,2 % en glissement annuel (après 19,5 % en juin 2007). Les crédits à l'habitat s'élèvent ainsi à 81,0 millions d'euros au 30 juin 2008.

Au 30 juin 2008, **le total des concours consentis par les établissements de crédit non installés localement (ECNIL)** s'élève à 205,3 millions d'euros (33,4 % du total des crédits accordés à Mayotte), affichant une progression de 45,9 % sur un an. En effet, les encours consentis aux collectivités locales et aux autres agents (qui regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale) se sont accrus respectivement de 49,6 millions d'euros et de 23,3 millions d'euros en un an.



Par ailleurs, outre l'accroissement du volume d'activité au premier trimestre 2008, le reclassement de d'importantes masses de créances douteuses brutes au cours du quatrième trimestre 2007 (soit 30,3 millions d'euros), a profondément modifié la répartition des encours. Les encours sains ont ainsi fortement progressé en un an (+ 96,3 %) et le taux de créances douteuses brutes s'est fortement réduit. Il s'élève dorénavant à 0,3 % (contre 25,9 % un an auparavant).

Les collectivités locales, qui représentent 54,2 % des encours totaux, sont les premiers débiteurs des établissements de crédit non installés localement. Leurs encours totaux ont enregistré une forte hausse de 80,5 %, pour atteindre 111,4 millions d'euros à fin juin 2008. Les crédits à l'équipement des collectivités locales (soit 87,7 % du total de ces derniers) augmentent ainsi de 120,6 % en un an.

Les entreprises sont les deuxièmes débiteurs des ECNIL (22,9 % du total). A fin juin 2008, les crédits qui leur ont été consentis s'élèvent à 56,7 millions d'euros, en hausse de 94,2 % en un an. Les crédits immobiliers en faveur des entreprises, qui constituent près des trois-quarts des crédits consentis à ces dernières, augmentent de 69,8 % en un an pour atteindre 41,2 millions d'euros.

2. Les risques recensés au SCR

A fin juin 2008, l'encours total des risques recensés par le Service central des risques (SCR) de la Banque de France sur les entreprises de Mayotte (et les administrations publiques et autres personnes morales) s'élevaient à 472,5 millions d'euros, en hausse de 108,6 % en un an. Ces crédits sont octroyés à 54,5 % par les établissements de crédits installés localement et 45,5 % par les établissements de crédits non installés localement. Le poids des secteurs des administrations publiques, des activités immobilières et du « commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles » demeure prépondérant et se renforce. Avec un encours de 295,8 millions d'euros, ces secteurs concentrent désormais 62,8 % de l'encours total.

Dans le détail, les financements octroyés par les établissements de crédit au profit des administrations publiques (soit 29,3 % du total) et déclarés au SCR ont progressé de 230,2 % en seulement un an. Les activités immobilières (soit 23,9 % du total) se sont améliorées de 46,4 % sur les douze derniers mois. Par ailleurs, les secteurs « Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles » (11,3 % du total des risques recensés) enregistrent une hausse significative entre mars 2007 et mars 2008 (soit + 74,0 %).

3. Perspectives

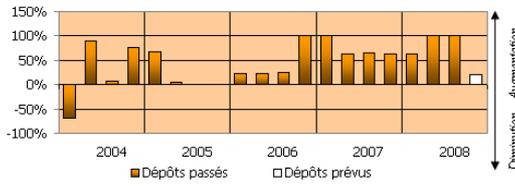
Contrairement à l'évolution dégagée sur les premiers mois de 2008, l'analyse des soldes d'opinion **des dirigeants des établissements de crédit interrogés par l'IEDOM**, laisse entrevoir un ralentissement dans le rythme de collecte des dépôts au cours du quatrième trimestre 2008. Concernant la distribution de crédit, la progression de l'encours des crédits à l'équipement aux entreprises devrait ralentir aux troisième et quatrième trimestres 2008. Par contre, le financement de l'habitat, les crédits d'exploitation et à la consommation devraient poursuivre leur croissance jusqu'à la fin de l'année.

La bonne tenue de l'activité à Mayotte devrait permettre aux banques d'augmenter encore leurs résultats, d'autant qu'elles anticipent une croissance des commissions perçues au quatrième trimestre. Les dirigeants des banques locales prévoient par ailleurs une réduction de leurs charges d'exploitation, ainsi qu'une stabilisation du coût du risque au cours du second semestre 2008.

Enfin, les établissements de crédit restent très attentifs aux évolutions du climat social et à l'environnement économique et financier, notamment au niveau international.

2. L'ENQUÊTE AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Collecte des dépôts

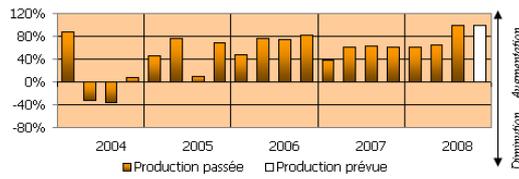


Soldes d'opinions des dirigeants
(BFCOI, BRED-BP, BR, CRCAMP, SOFIDER, SOREFI)

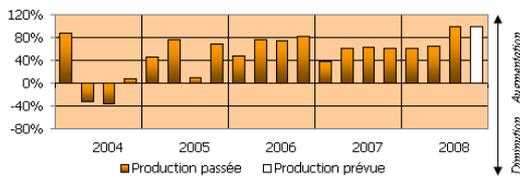
Crédits d'équipement aux entreprises



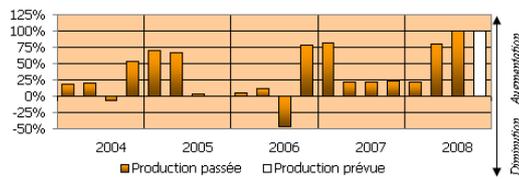
Crédits d'exploitation aux entreprises



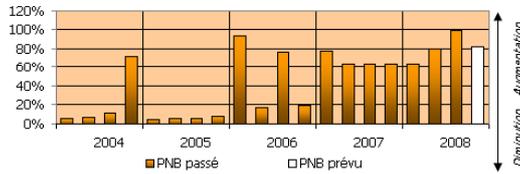
Crédits à l'habitat des particuliers



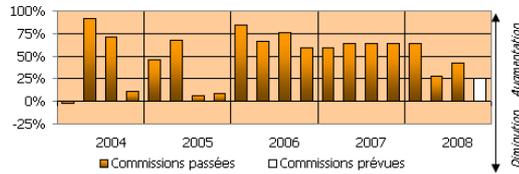
Crédits à la consommation des particuliers



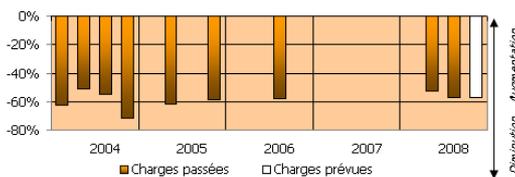
Produit net bancaire



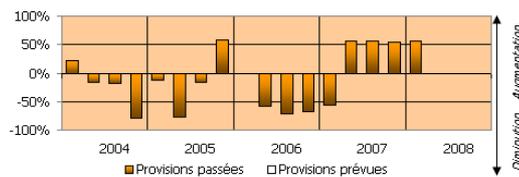
Commissions



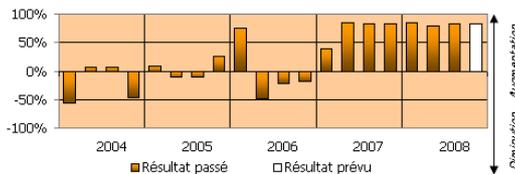
Charges d'exploitation



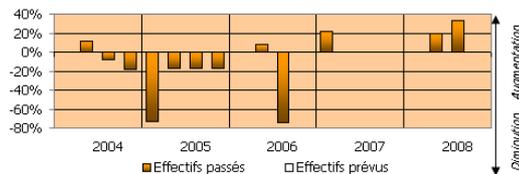
Coût du risque



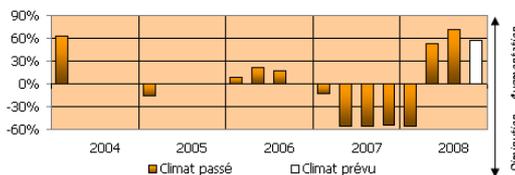
Résultat



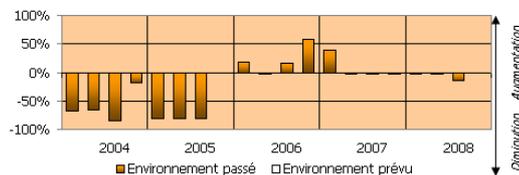
Effectifs



Climat social



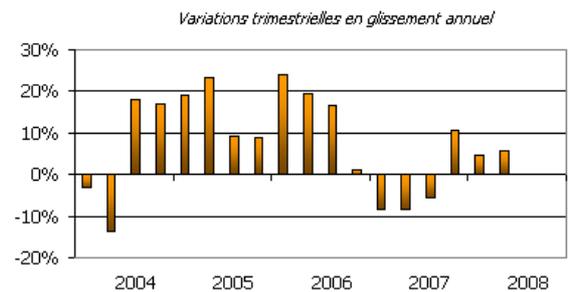
Environnement économique



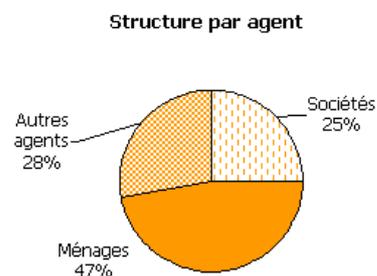
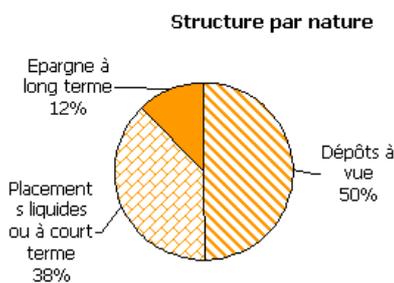
3. LES ACTIFS FINANCIERS DE LA CLIENTÈLE NON FINANCIÈRE

	Montants en millions au									Variations	
	30-juin-03	30-juin-04	30-juin-05	30-juin-06	30-juin-07	30-sept.-07	31-déc.-07	31-mars-08	30-juin-08	1 an	1 trim.
Sociétés	68,132	58,806	68,784	118,030	72,442	70,506	84,757	76,280	75,496	4,2%	-1,0%
Dépôts à vue	27,198	48,053	28,785	32,336	51,260	55,809	69,792	59,402	59,902	16,9%	0,8%
Placements liquides ou à court terme	40,934	10,753	39,999	85,564	21,051	14,564	14,813	16,718	15,437	-26,7%	-7,7%
Comptes d'épargne à régime spécial										-	-
Placements indexés sur les taux du marché	40,934	10,753	39,999	85,564	21,051	14,564	14,813	16,718	15,437	-26,7%	-7,7%
dont comptes à terme	20,065	4,958	8,302	9,054	5,503	6,876	3,976	4,841	5,598	1,7%	15,6%
dont OPCVM monétaires	0,934			0,675	2,140	1,364	1,458	1,814	1,430	-33,2%	-21,2%
dont certificats de dépôts	19,843	5,703	31,483	75,468	12,550	5,466	8,521	9,185	7,945	-36,7%	-13,5%
Epargne à long terme				0,130	0,131	0,133	0,152	0,160	0,157	19,8%	-1,9%
dont OPCVM non monétaires				0,046	0,047	0,048	0,067	0,067	0,067	42,6%	
Ménages	68,611	74,321	92,318	108,366	127,180	132,830	139,953	139,871	143,873	13,1%	2,9%
Dépôts à vue	26,819	30,103	32,571	41,343	51,815	52,793	57,248	55,617	57,249	10,5%	2,9%
Placements liquides ou à court terme	35,809	37,034	45,827	45,927	52,240	54,784	56,837	58,285	60,064	15,0%	3,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	26,352	28,241	37,399	37,665	40,422	39,413	40,934	44,204	43,566	7,8%	-1,4%
Livrets ordinaires	25,811	26,927	35,726	35,531	37,959	37,135	38,552	41,707	40,949	7,9%	-1,8%
Livrets A et bleus										-	-
Livrets jeunes		0,002	0,002		0,042	0,040	0,047	0,041	0,043	2,4%	4,9%
Livrets d'épargne populaire	0,008	0,008	0,008	0,010	0,010	0,009				-100,0%	-
CODEVI	0,032	0,066	0,060	0,051	0,092	0,077	0,104	0,096	0,106	15,2%	10,4%
Comptes d'épargne logement	0,501	1,238	1,603	2,073	2,319	2,152	2,231	2,360	2,468	6,4%	4,6%
Placements indexés sur les taux du marché	9,457	8,793	8,428	8,262	11,818	15,371	15,903	14,081	16,498	39,6%	17,2%
dont comptes à terme	2,71	2,928	4,496	3,529	6,906	10,714	11,512	11,178	13,814	100,0%	23,6%
dont bons de caisse	6,139	5,845	3,851	4,035	2,848	3,060	2,915	1,764	1,676	-41,2%	-5,0%
dont OPCVM monétaires	0,6			0,569	1,900	1,343	1,297	0,817	0,778	-59,1%	-4,8%
Epargne à long terme	5,983	7,184	13,920	21,096	23,125	25,253	25,868	25,969	26,560	14,9%	2,3%
Plans d'épargne logement	4,248	6,752	8,353	9,920	11,159	11,365	11,724	11,570	12,056	8,0%	4,2%
Plans d'épargne populaire	0,287	0,430	0,364	0,294	0,261	0,261	0,271	0,248	0,183	-29,9%	-26,2%
Autres comptes d'épargne	0,024	0,002	0,013	0,023	0,038	0,056	0,037	0,034	0,035	-7,9%	2,9%
Portefeuille-filtres	0,434			0,490	0,402	0,441	0,323	0,250	0,253	-37,1%	1,2%
OPCVM non monétaires	0,99		0,551	2,341	2,761	2,769	2,849	3,012	3,165	14,6%	5,1%
Contrats d'assurance-vie			4,639	8,028	8,504	10,361	10,664	10,855	10,868	27,8%	0,1%
Autres agents	109,408	79,368	100,855	86,168	87,017	81,681	82,668	79,750	83,960	-3,5%	5,3%
Dépôts à vue	27,497	24,384	22,228	24,781	35,287	30,244	31,997	28,315	32,200	-8,7%	13,7%
Placements liquides ou à court terme	42,704	41,710	45,161	45,374	38,456	38,164	37,397	38,160	38,486	0,1%	0,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,753	0,833	1,666	1,504	1,373	1,502	1,566	1,426	1,495	8,9%	4,8%
Placements indexés sur les taux du marché	41,951	40,877	43,495	43,870	37,083	36,662	35,831	36,734	36,991	-0,2%	0,7%
dont comptes à terme	40,068	40,280	42,828	43,089	35,805	35,301	34,461	35,254	35,401	-1,1%	0,4%
Epargne à long terme	39,207	13,274	33,466	16,013	13,274	13,273	13,274	13,275	13,274	0,0%	0,0%
TOTAL	246,151	212,495	261,957	312,564	286,639	285,017	307,378	295,901	303,329	5,8%	2,5%
Dépôts à vue	81,514	102,540	83,584	98,460	138,362	138,846	159,037	143,334	149,351	7,9%	4,2%
Placements liquides ou à court terme	119,447	89,497	130,987	176,865	111,747	107,512	109,047	113,163	113,987	2,0%	0,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	27,105	29,074	39,065	39,169	41,795	40,915	42,500	45,630	45,061	7,8%	-1,2%
Placements indexés sur les taux du marché	92,342	60,423	91,922	137,696	69,952	66,597	66,547	67,533	68,926	-1,5%	2,1%
Epargne à long terme	45,19	20,458	47,386	37,239	36,530	38,659	39,294	39,404	39,991	9,5%	1,5%

Ensemble des actifs financiers

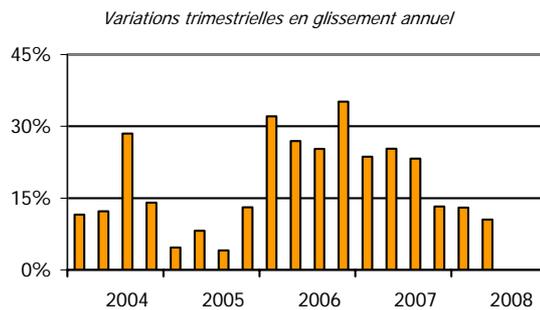


Structure des actifs financiers

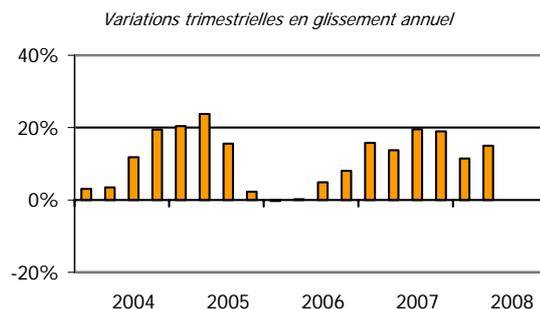


Les placements des ménages

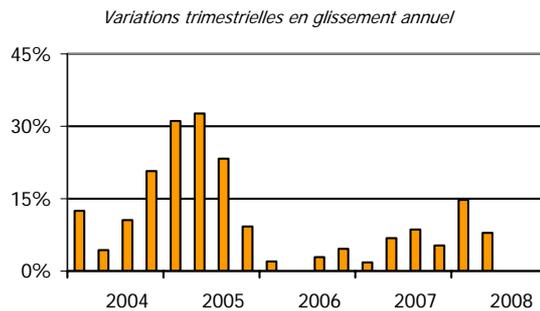
Dépôts à vue



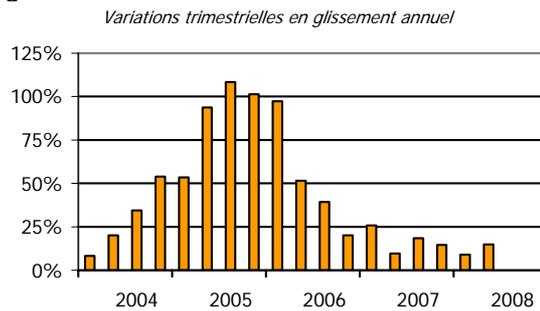
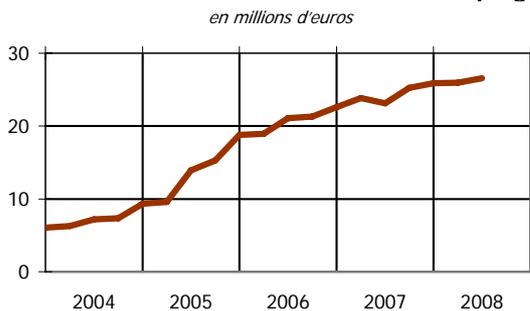
Placements liquides ou à court terme



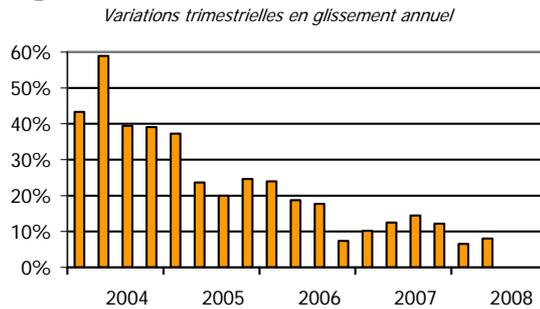
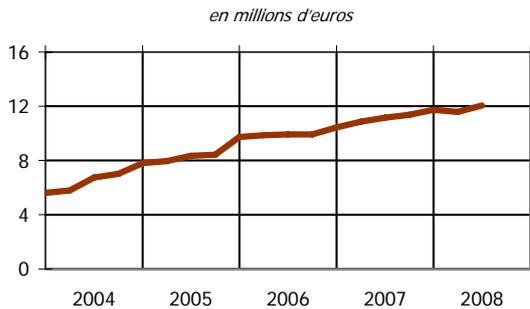
Livrets ordinaires



Épargne à long terme

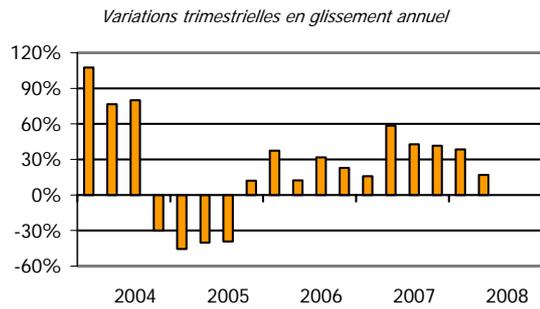


Plans d'épargne logement

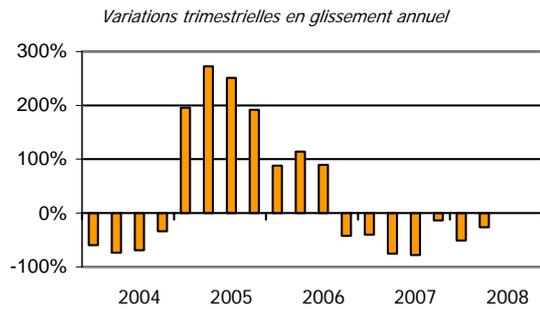
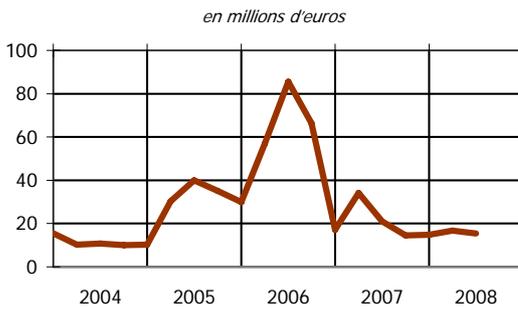


Les disponibilités des entreprises

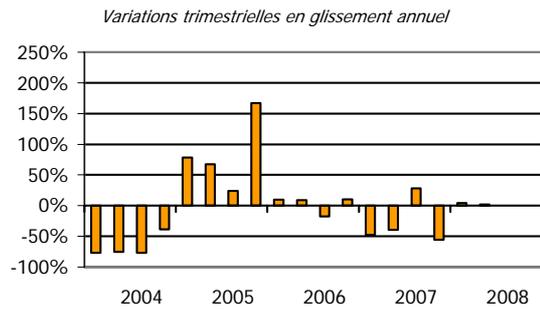
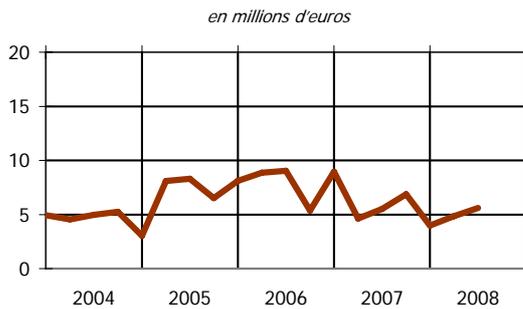
Dépôts à vue



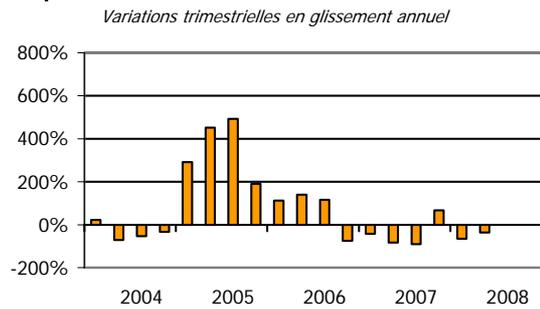
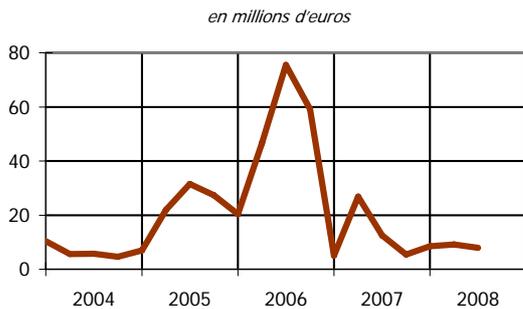
Placements liquides ou à court terme



Dépôts à terme

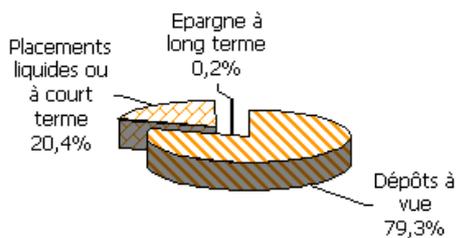


Certificats de dépôt

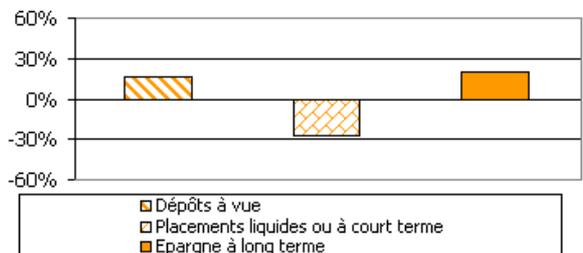


Structure des actifs financiers des entreprises par nature

Actifs financiers des entreprises



Variations en glissement annuel - 2ème trim. 2008

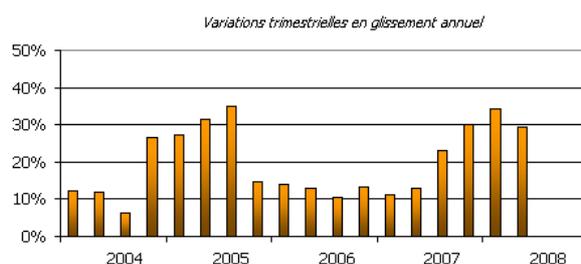


4. LES PASSIFS FINANCIERS DE LA CLIENTÈLE NON FINANCIÈRE

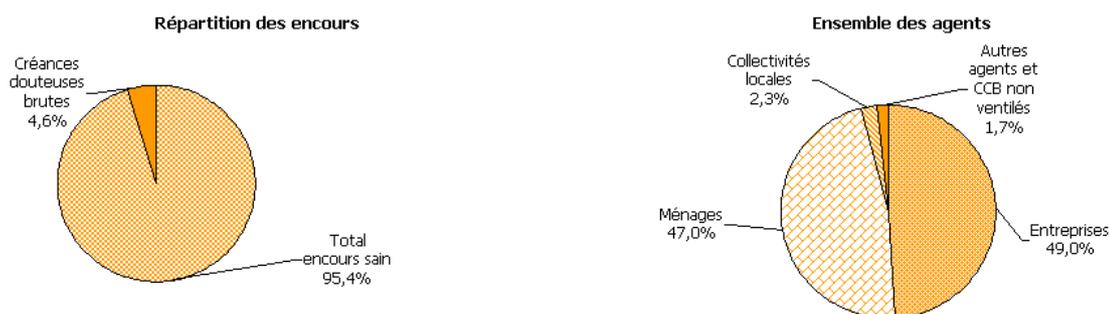
4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

	Montants en millions au									Variations	
	30-juin-03	30-juin-04	30-juin-05	30-juin-06	30-juin-07	30-sept.-07	31-déc.-07	31-mars-08	30-juin-08	1 an	1 trim.
Entreprises	88,117	89,227	105,567	119,748	143,827	162,175	170,792	177,172	190,867	32,7%	7,7%
Crédits d'exploitation	17,068	17,212	21,842	27,016	25,119	36,650	36,496	38,108	41,141	63,8%	8,0%
Créances commerciales	3,742	4,141	3,948	5,029	4,486	6,047	5,944	4,150	4,412	-1,6%	6,3%
Crédits de trésorerie	8,697	8,845	10,526	14,088	13,073	14,729	16,140	14,478	17,767	35,9%	22,7%
dont entrepreneurs individuels	1,734	1,317	1,448	2,196	2,339	2,919	2,866	3,233	3,125	33,6%	-3,3%
Comptes ordinaires débiteurs	4,629	4,226	7,368	7,899	7,560	15,874	14,412	19,480	18,962	150,8%	-2,7%
Affecturage										-	-
Crédits d'investissement	62,756	65,193	80,235	87,298	104,824	110,971	118,279	122,783	133,354	27,2%	8,6%
Crédits à l'équipement	60,078	61,969	73,916	79,415	94,936	100,308	106,862	111,274	121,957	28,5%	9,6%
dont entrepreneurs individuels	10,840	10,304	7,937	7,767	6,906	6,963	7,953	8,089	7,945	15,0%	-1,8%
Crédit-bail	2,678	3,224	6,319	7,883	9,888	10,663	11,417	11,509	11,397	15,3%	-1,0%
Crédits à l'habitat	8,263	6,822	2,995	5,326	13,177	13,735	15,540	16,281	16,372	24,2%	0,6%
Autres crédits	0,030		0,495	0,108	0,707	0,819	0,477			-100,0%	-
Ménages	64,420	81,994	105,99	123,083	143,151	153,619	170,639	173,486	182,985	27,8%	5,5%
Crédits à la consommation	38,327	48,973	64,584	70,533	80,921	88,591	94,534	96,062	102,016	26,1%	6,2%
Crédits de trésorerie	34,134	44,615	57,218	62,786	71,293	78,841	84,933	86,709	92,601	29,9%	6,8%
Comptes ordinaires débiteurs	4,181	4,321	4,012	3,902	4,596	4,597	4,445	4,085	4,055	-11,8%	-0,7%
Crédit-bail	0,012	0,037	3,354	3,845	5,032	5,153	5,156	5,268	5,360	6,5%	1,7%
Crédits à l'habitat	26,093	32,949	41,232	52,015	62,165	65,011	76,105	77,424	80,969	30,2%	4,6%
Autres crédits		0,072	0,174	0,535	0,065	0,017				-100,0%	-
Collectivités locales	2,430	2,193	19,398	17,598	6,962	9,9	26,118	27,103	9,027	29,7%	-66,7%
Crédits d'exploitation	0,008	0,003	0,031	0,005	0,001	2,550	16,943	16,978	2,774	277300,0%	-83,7%
Crédits de trésorerie							14,230	14,379	0,040	-	-99,7%
Comptes ordinaires débiteurs	0,008	0,003	0,031	0,005	0,001	2,550	2,713	2,599	2,734	273300,0%	5,2%
Crédits d'investissement	2,422	2,190	14,740	13,217	6,961	7,350	6,175	6,325	6,253	-10,2%	-1,1%
Crédits à l'équipement	2,422	2,176	14,740	13,183	6,951	7,291	6,120	6,274	6,253	-10,0%	-0,3%
Crédit-bail		0,014		0,034	0,010	0,059	0,055	0,051		-100,0%	-100,0%
Crédits à l'habitat			4,627	4,376			3,000	3,800		-	-100,0%
Autres crédits										-	-
Autres agents et CCB non ventilés	5,753	6,181	4,875	6,153	7,303	5,61	4,463	5,689	6,786	-7,1%	19,3%
Total encours sain	160,720	179,595	235,83	266,582	301,243	331,304	372,012	383,45	389,665	29,4%	1,6%
Créances douteuses brutes	7,975	9,267	10,681	11,758	14,420	14,834	16,762	16,798	18,890	31,0%	12,5%
Créances douteuses nettes	4,457	4,590	5,485	5,922	8,243	8,473	10,270	10,288	11,974	45,3%	16,4%
dont entreprises	2,969	2,781	2,568	3,729	5,151	5,498	6,828	6,942	8,398	63,0%	21,0%
dont ménages	1,462	1,779	2,890	2,115	2,920	2,824	3,071	3,019	3,293	12,8%	9,1%
Provisions	3,518	4,677	5,196	5,836	6,177	6,361	6,492	6,510	6,916	12,0%	6,2%
Total encours brut	168,695	188,862	246,511	278,340	315,663	346,138	388,774	400,248	408,555	29,4%	2,1%
Taux de créances douteuses	4,7%	4,9%	4,3%	4,2%	4,6%	4,3%	4,3%	4,2%	4,6%	0,1	0,4
Taux de provisionnement	44,1%	50,5%	48,6%	49,6%	42,8%	42,9%	38,7%	38,8%	36,6%	-6,2	-2,1

Encours de crédit sain des EC locaux

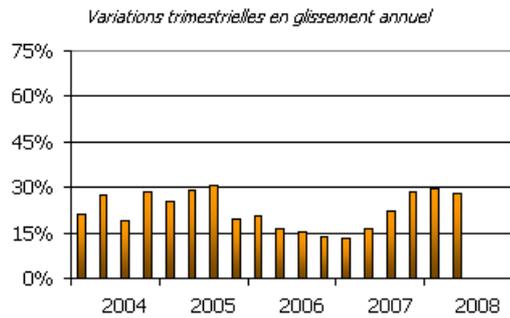


Structure des passifs financiers

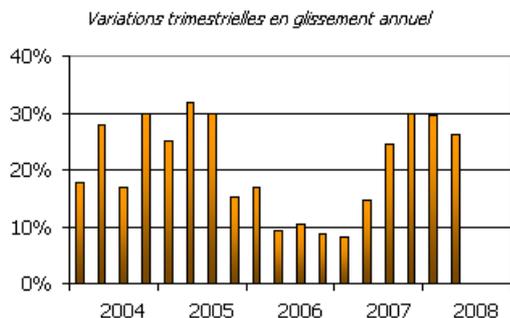


L'endettement des ménages

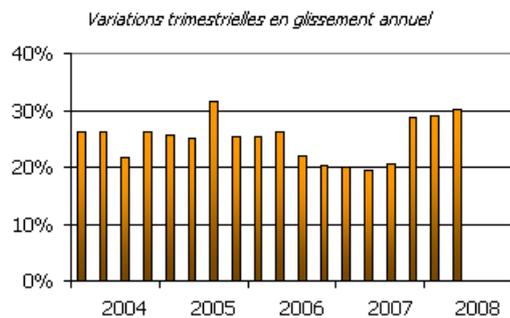
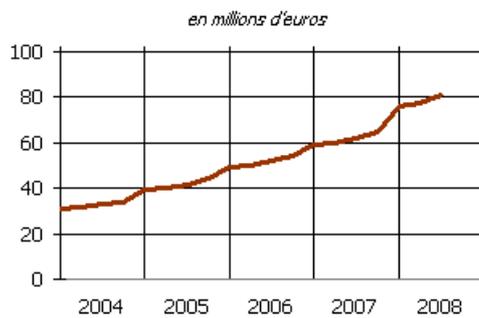
Ensemble des concours



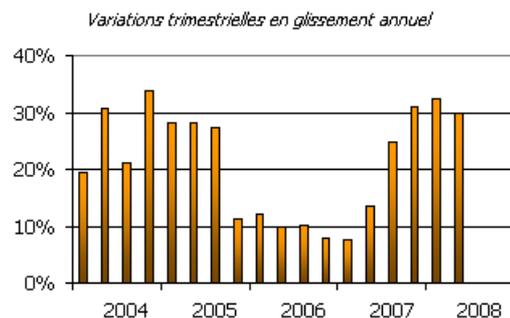
Crédits à la consommation



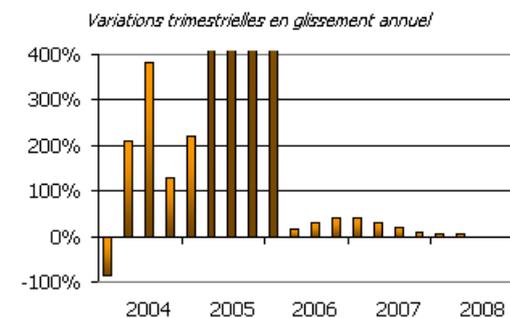
Crédits à l'habitat



Crédits de trésorerie

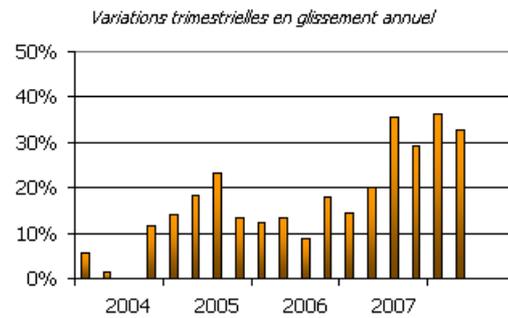


Crédit-bail

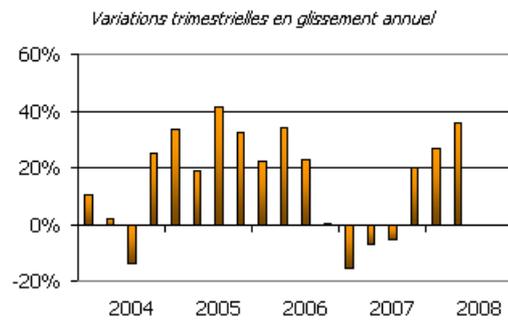


L'endettement des entreprises

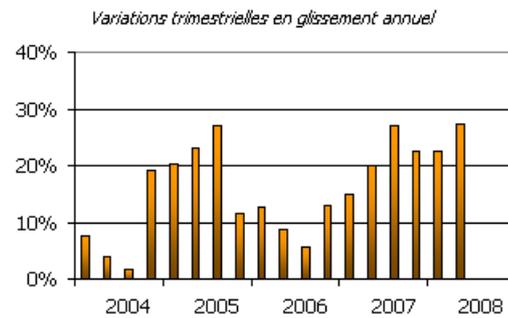
Ensemble des concours



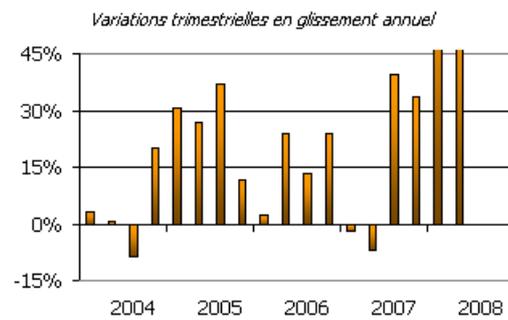
Crédits de trésorerie



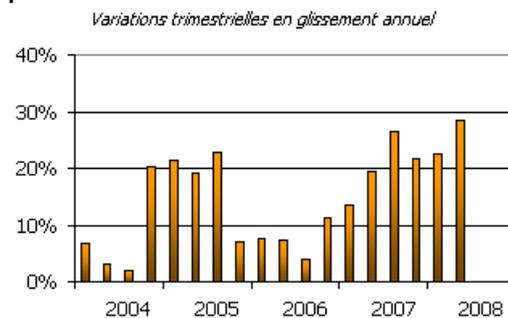
Crédits d'investissement



Crédits d'exploitation



Crédits d'équipement

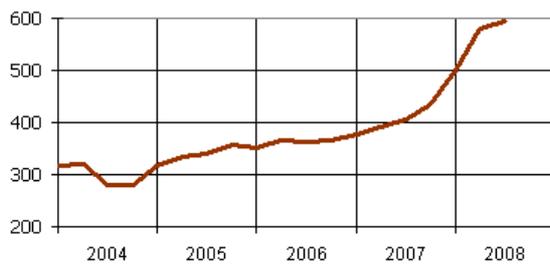


4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

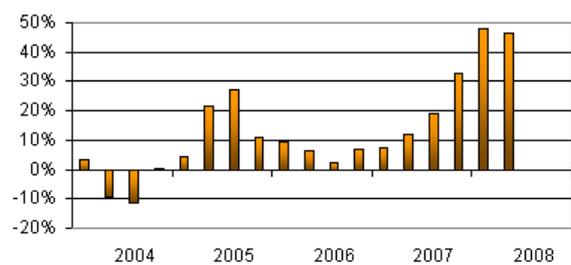
	Montants en millions au									Variations	
	30-juin-03	30-juin-04	30-juin-05	30-juin-06	30-juin-07	30-sept.-07	31-déc.-07	31-mars-08	30-juin-08	1 an	1 trim.
Entreprises	157,018	121,001	135,987	150,246	173,029	190,325	227,442	233,536	247,576	43,1%	6,0%
Crédits d'exploitation	17,068	17,212	21,842	27,248	25,726	37,077	37,105	38,850	41,545	61,5%	6,9%
Créances commerciales	3,742	4,141	3,948	5,029	4,486	6,047	5,944	4,150	4,412	-1,6%	6,3%
Crédits de trésorerie	8,697	8,845	10,526	14,088	13,074	14,730	16,140	14,478	17,939	37,2%	23,9%
dont entrepreneurs individuels	1,734	1,317	1,448	2,196	2,340	2,920	2,866	3,233	3,125	33,5%	-3,3%
Comptes ordinaires débiteurs	4,629	4,226	7,368	7,899	7,944	15,874	14,412	19,601	18,962	138,7%	-3,3%
Affectation				0,232	0,222	0,426	0,609	0,621	0,232	4,5%	-62,6%
Crédits d'investissement	78,742	66,657	81,409	89,454	106,452	112,278	130,506	134,820	146,204	37,3%	8,4%
Crédits à l'équipement	76,064	63,433	75,090	81,380	96,222	100,961	118,386	122,495	133,877	39,1%	9,3%
dont entrepreneurs individuels	10,840	10,304	7,937	7,838	6,979	7,033	8,024	8,134	7,990	14,5%	-1,8%
Crédit-bail	2,678	3,224	6,319	8,074	10,230	11,317	12,120	12,325	12,327	20,5%	0,0%
Crédits à l'habitat	56,871	33,190	28,699	30,285	37,412	37,477	56,838	57,461	57,535	53,8%	0,1%
Autres crédits	4,337	3,942	4,037	3,259	3,439	3,493	2,993	2,405	2,292	-33,4%	-4,7%
Ménages	64,421	81,995	105,99	123,083	143,151	153,619	170,639	173,486	182,985	27,8%	5,5%
Crédits à la consommation	38,327	48,973	64,584	70,533	80,921	88,591	94,534	96,062	102,016	26,1%	6,2%
Crédits de trésorerie	34,134	44,615	57,218	62,786	71,293	78,841	84,933	86,709	92,601	29,9%	6,8%
Comptes ordinaires débiteurs	4,181	4,321	4,012	3,902	4,596	4,597	4,445	4,085	4,055	-11,8%	-0,7%
Crédit-bail	0,012	0,037	3,354	3,845	5,032	5,153	5,156	5,268	5,360	6,5%	1,7%
Crédits à l'habitat	26,094	32,950	41,232	52,015	62,165	65,011	76,105	77,424	80,969	30,2%	4,6%
Autres crédits		0,072	0,174	0,535	0,065	0,017				-100,0%	-
Collectivités locales	79,244	68,803	91,936	81,509	68,669	70,703	84,351	129,615	120,38	75,3%	-7,1%
Crédits d'exploitation	0,008	0,003	0,031	0,005	0,001	2,550	16,943	16,978	2,774	277300,0%	-83,7%
Crédits de trésorerie							14,230	14,379	0,040	-	-99,7%
Comptes ordinaires débiteurs	0,008	0,003	0,031	0,005	0,001	2,550	2,713	2,599	2,734	273300,0%	5,2%
Crédits d'investissement	45,113	39,581	61,633	55,682	51,238	50,723	48,899	93,328	103,935	102,8%	11,4%
Crédits à l'équipement	45,113	39,567	61,633	55,648	51,228	50,664	48,844	93,277	103,935	102,9%	11,4%
Crédit-bail		0,014		0,034	0,010	0,059	0,055	0,051		-100,0%	-100,0%
Crédits à l'habitat	0,054		4,627	4,376						-	-
Autres crédits	34,069	29,219	25,645	21,446	17,430	17,430	18,509	19,309	13,671	-21,6%	-29,2%
Autres agents de CCB non ventilés	9,245	9,129	7,278	8,012	20,721	19,41	17,731	43,294	43,497	109,9%	0,5%
Total encours sain	309,928	280,928	341,191	362,85	405,57	434,057	500,163	579,931	594,438	46,6%	2,5%
Créances douteuses brutes	8,055	47,106	45,411	43,783	50,809	45,469	17,046	17,393	19,457	-61,7%	11,9%
Créances douteuses nettes	4,526	23,835	11,281	24,907	37,997	32,473	10,554	10,883	12,541	-67,0%	15,2%
dont entreprises	3,038	21,297	7,742	22,714	34,905	29,498	7,112	7,537	8,965	-74,3%	18,9%
dont ménages	1,462	1,779	2,890	2,115	2,920	2,824	3,071	3,019	3,293	12,8%	9,1%
Provisions	3,529	23,271	34,130	18,876	12,812	12,996	6,492	6,510	6,916	-46,0%	6,2%
Total encours brut	317,983	328,034	386,602	406,633	456,379	479,526	517,209	597,324	613,895	34,5%	2,8%
Taux de créances douteuses	1,3%	7,7%	7,4%	7,1%	8,3%	7,4%	2,8%	2,8%	3,2%	-5,1	0,3
Taux de provisionnement	18,1%	119,6%	175,4%	97,0%	65,8%	66,8%	33,4%	33,5%	35,5%	-30,3	2,1

Encours de crédit sain total

en millions d'euros

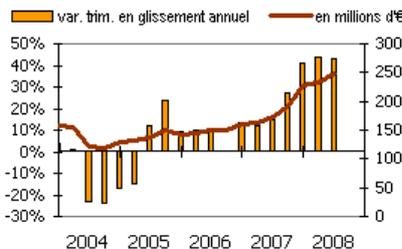


Variations trimestrielles en glissement annuel

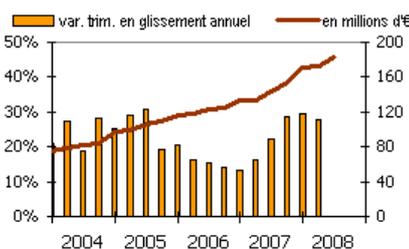


Concours consentis par les EC

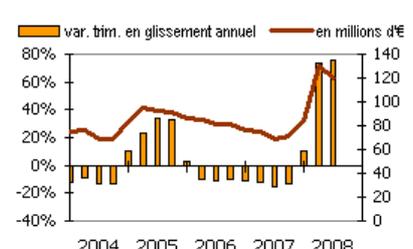
Encours de crédit aux entreprises



Encours de crédit aux ménages

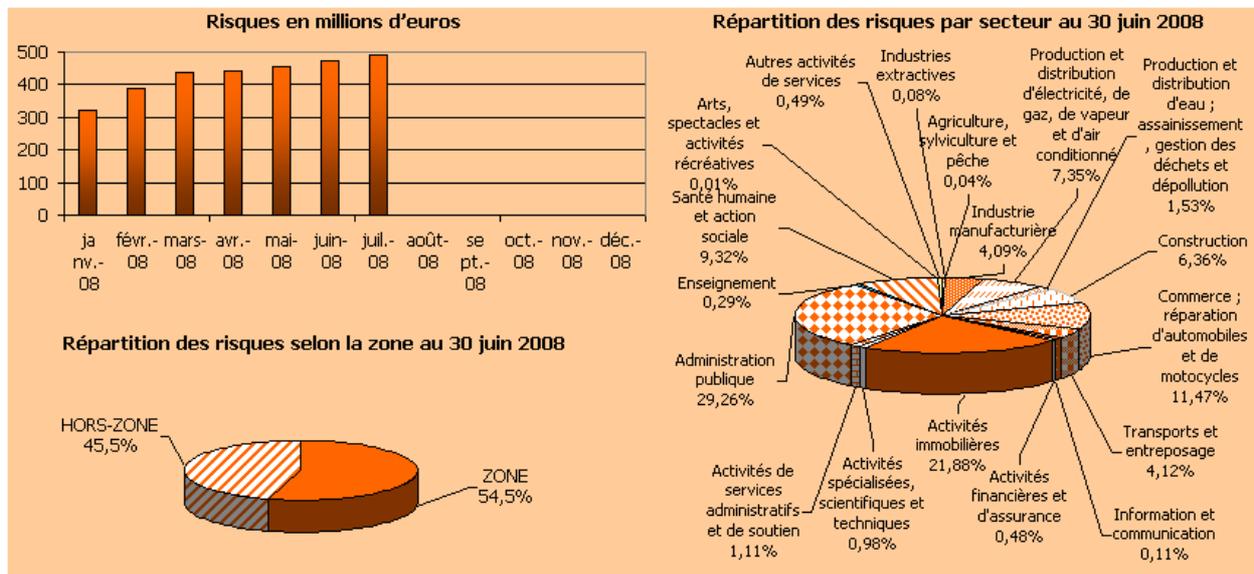


Encours de crédit aux collectivités locales

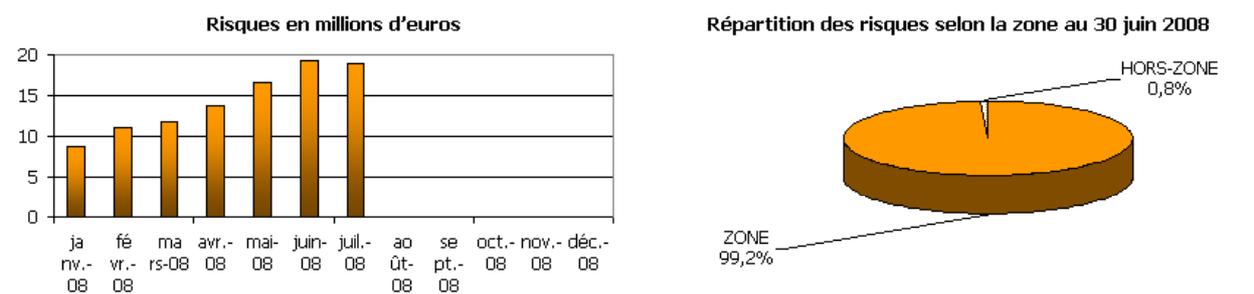


5. RISQUES SECTORIELS

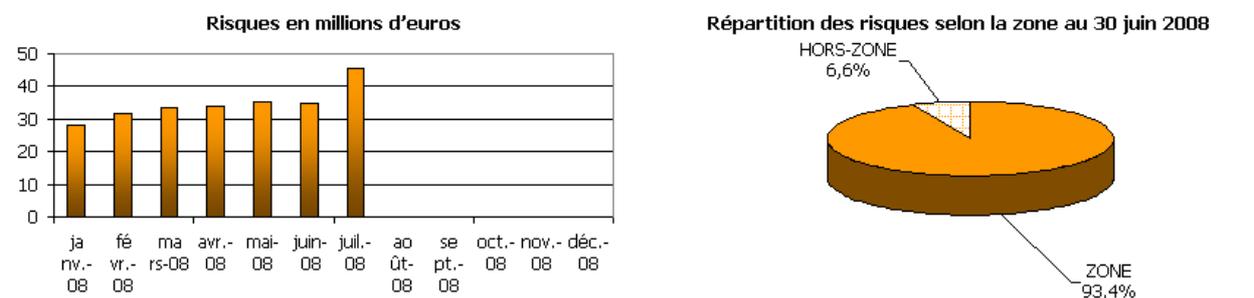
Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France



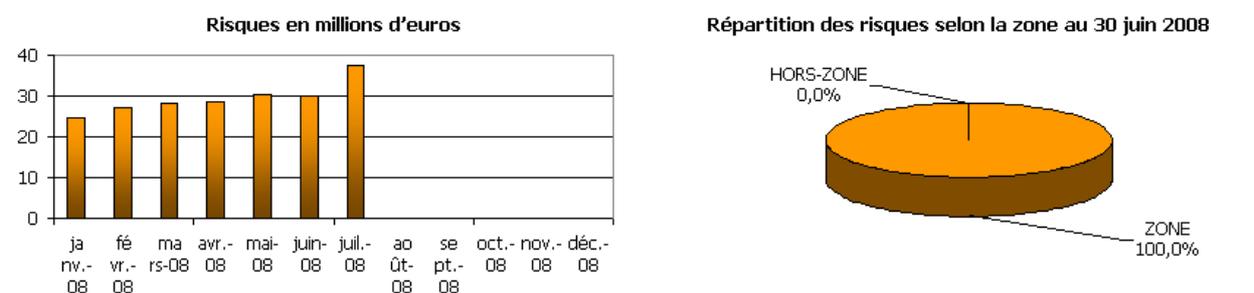
Risques bancaires sur le secteur de l'industrie manufacturière



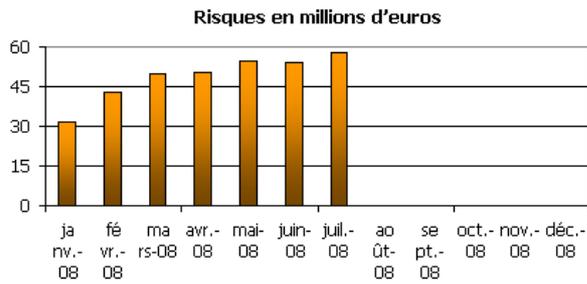
Risques bancaires sur le secteur de la production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné



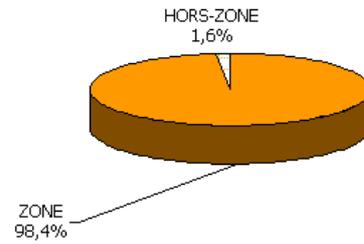
Risques bancaires sur le secteur de la construction



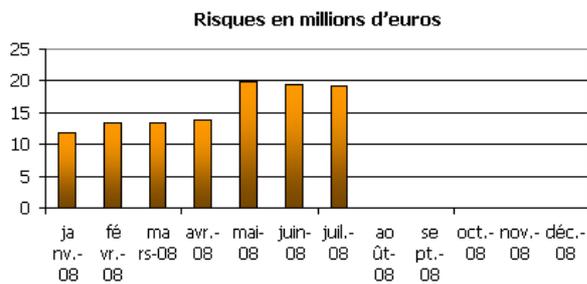
Risques bancaires sur le secteur du commerce; réparation d'automobiles et de motocycles



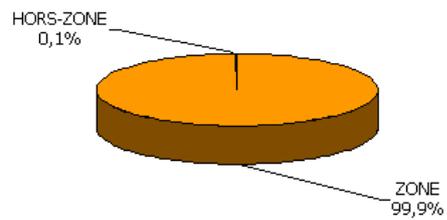
Répartition des risques selon la zone au 30 juin 2008



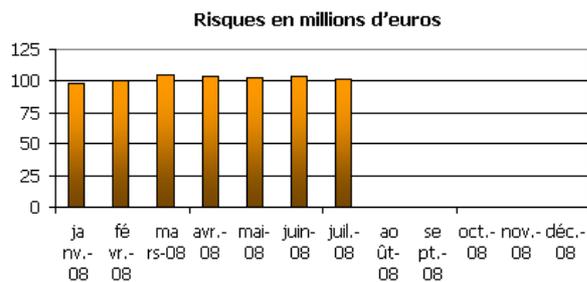
Risques bancaires sur le secteur du transports et entreposage



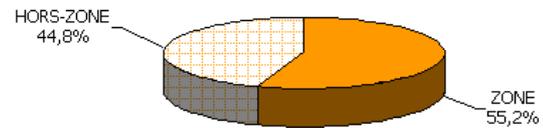
Répartition des risques selon la zone au 30 juin 2008



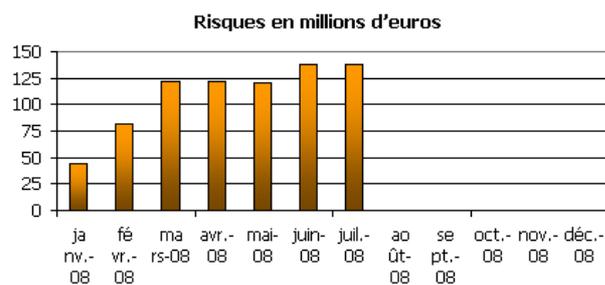
Risques bancaires sur le secteur des activités immobilières



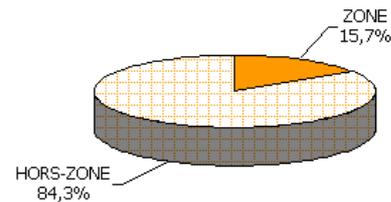
Répartition des risques selon la zone au 30 juin 2008



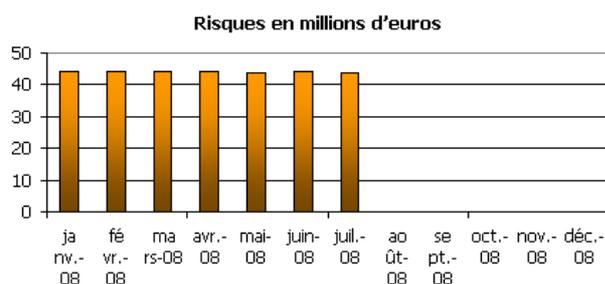
Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques



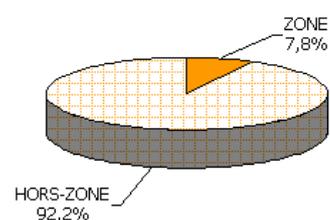
Répartition des risques selon la zone au 30 juin 2008



Risques bancaires sur le secteur de la santé humaine et action sociale



Répartition des risques selon la zone au 30 juin 2008



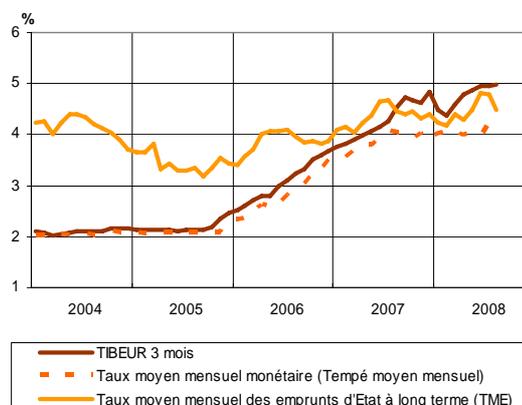
6. RAPPEL DES TAUX

6.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (09/07/2008)	4,25%
Taux de la facilité de dépôt (09/07/2008)	3,25%
Taux de la facilité de prêt (09/07/2008)	5,25%

TAUX D'INTERET LEGAL	
ANNEE 2008 (JO du 23/02/2008)	3,99%
ANNEE 2007 (JO du 21/02/2007)	2,95%

6.2 Principaux taux de marché



6.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégorie	Plafond de l'usure application à compter						
	du 2e trimestre 2007	du 3e trimestre 2007	du 4e trimestre 2007	du 1er trimestre 2008	du 2e trimestre 2008	du 3e trimestre 2008	
PARTICULIERS	Prêts immobiliers aux particuliers						
	- Prêts à taux fixe	6,27%	6,41%	6,63%	7,12%	7,25%	7,31%
	- Prêts à taux variable	6,24%	6,53%	6,72%	7,05%	7,16%	7,19%
	- Prêts relais	6,35%	6,48%	6,53%	7,00%	7,25%	7,24%
	Autres prêts						
- Prêts < ou = à 1 524 €* - Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1 524 € (*) - Prêts personnels et autres prêts > à 1524 €	20,33% 19,25% 8,72%	20,39% 19,85% 8,93%	20,49% 19,80% 9,04%	20,88% 20,16% 9,39%	20,60% 20,48% 9,60%	20,76% 20,51% 9,68%	
ENTREPRISES	Prêts aux entreprises **						
	- Découverts en compte***	14,44%	14,48%	14,61%	14,71%	14,29%	14,25%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(**) Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale

(***) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

7. MONNAIE FIDUCIAIRE

7.1 Emission mensuelle de billets euros

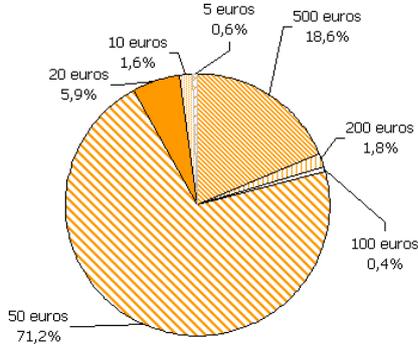
Emissions nettes cumulées de billets au 30 juin 2008
en millions d'Euros



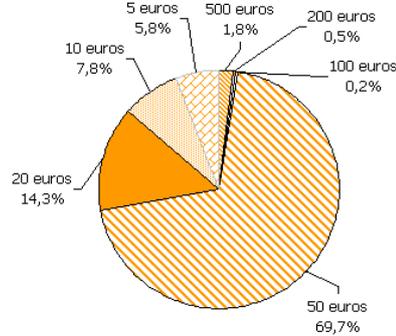
en nombre



Répartition des billets en valeur



Répartition des billets en volume

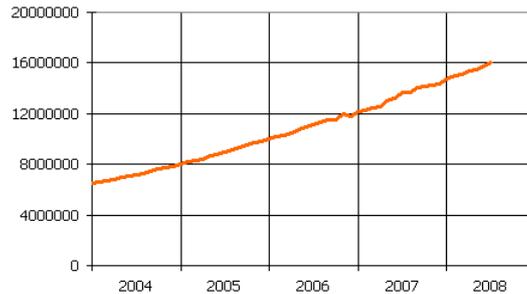


7.2 Emission mensuelle de pièces euros

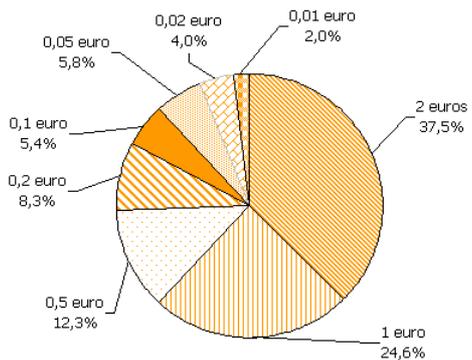
Emissions nettes cumulées de pièces au 30 juin 2008
en milliers d'Euros



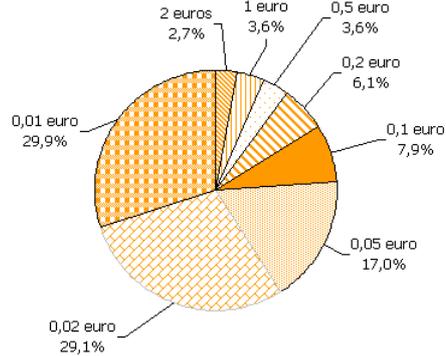
en nombre



Répartition des pièces en valeur



Répartition des pièces en volume



INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
Av de la Préfecture – B.P. 500 - 97600 Mamoudzou

Téléphone : 0269.61.05.05 – télécopie : 0269.61.05.02
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : T. BELTRAND
Editeur : IEDOM
Achevé d'imprimer le 24 SEPTEMBRE 2008
Dépôt légal : 24 SEPTEMBRE 2008 - n° ISSN : 0296-3116